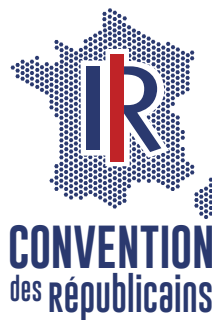


CONVENTION AIR, EAU ET DÉCHETS

MAI 2021

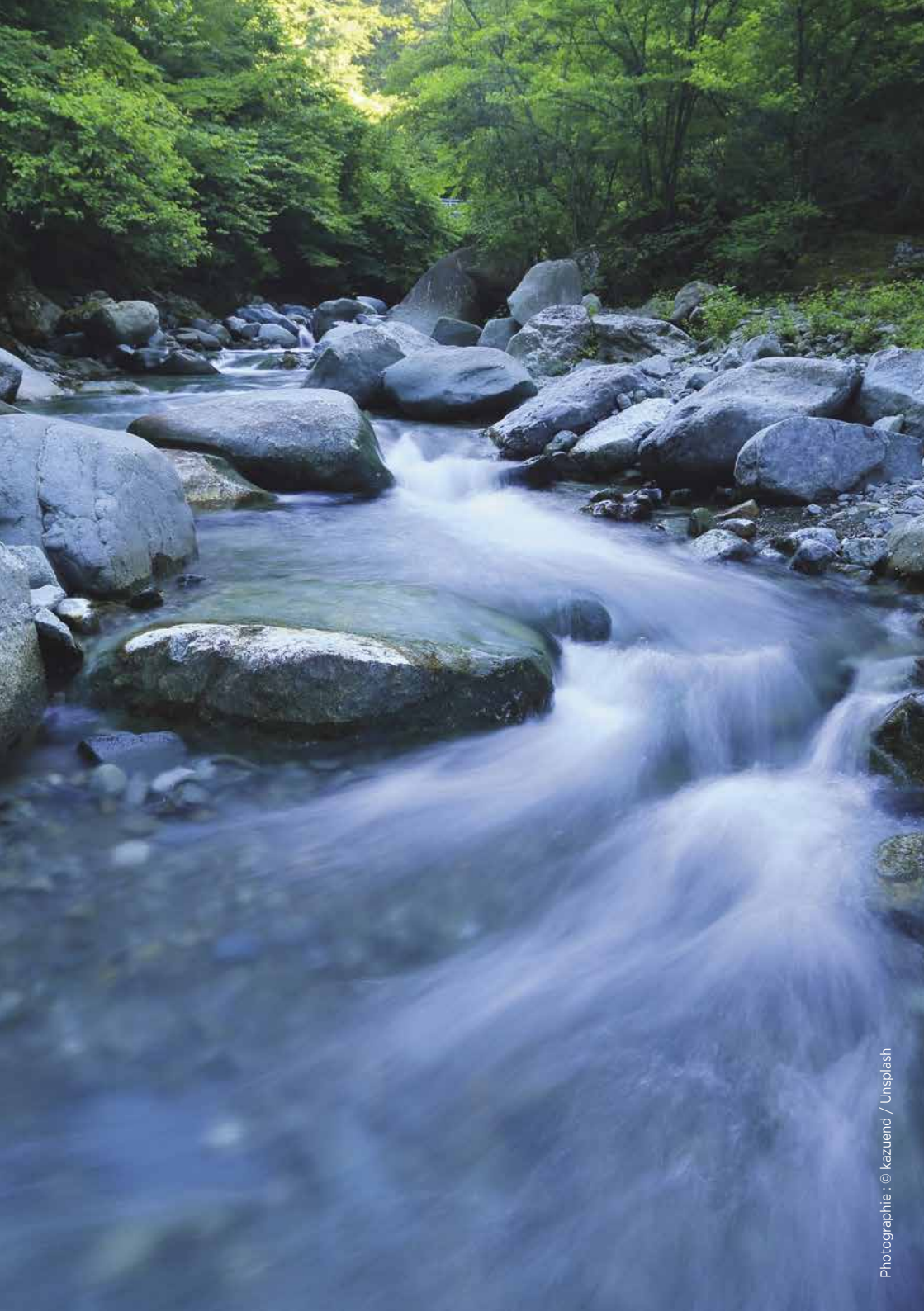


SOMMAIRE

Résultats du questionnaire de la convention « Air, eau et déchets »	6
GARANTIR LA QUALITÉ DE L'AIR	9
Constats	9
Nos propositions	14
Réduire la pollution de l'air	15
Lutter contre la pollution de l'air	19
GARANTIR LA QUALITÉ DE L'EAU	23
Constats	23
NOS PROPOSITIONS	30
Préserver les ressources naturelles en eau	31
Lutter contre la pollution de l'eau	33
RÉDUIRE ET VALORISER NOS DÉCHETS	37
Constats	37
Nos propositions	50
Le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas	51
Améliorer le tri des déchets	53
Faire de la lutte contre les plastiques dans les mers une priorité	55
Transformer les déchets en matière première	57
Reformer la politique environnementale	60
Mettre en place une fiscalité environnementale claire, juste et transparente	61

Convention AIR, EAU ET DÉCHETS

Mai 2021



Photographie : © kazuend / Unsplash

Pourquoi l'air, l'eau et les déchets ?

Parce que la pollution de l'air est un enjeu de santé publique, co-responsable du décès prématuré de 48 000 personnes, chaque année, en France, majoritairement des femmes enceintes et des enfants. Il est nécessaire d'agir à la source pour réduire les émissions de polluants atmosphériques mais aussi d'installer massivement, dans les zones très polluées, des dispositifs innovants de dépollution de l'air (puits de carbone, filtres de nano-carbone, bioréacteurs...), des purificateurs d'air dans les écoles et de lancer un plan de traitement de l'air dans le métro des grandes villes françaises.

Parce que, même si nous avons aujourd'hui de l'eau de qualité en abondance en France, les pénuries vont s'accroître et les besoins en eau s'accroître dans les prochaines décennies. Il faudra donc augmenter les investissements pour moderniser nos infrastructures d'eau, développer le stockage de l'eau, la réutilisation des eaux usées traitées et mieux lutter contre les micropolluants. Il est aussi nécessaire d'encourager les collectivités locales à mettre en place une tarification incitative de l'eau, afin de diminuer le prix des premiers m³ et inciter ainsi les citoyens à moins consommer d'eau.

Enfin, parce que la France rejette, à elle seule, 11 200 tonnes de plastique dans la mer chaque année. Ces plastiques s'accumulent et se dégradent sous forme de microparticules, presque invisibles qui empoisonnent les poissons que nous ingérons à notre tour et détruisent les écosystèmes. Chaque semaine, nous absorbons 5 grammes de plastique, soit l'équivalent d'une carte de paiement. La France et l'Europe doivent faire de la lutte contre le plastique une priorité et soutenir massivement les projets innovants pour trouver des plastiques parfaitement réutilisables et faire émerger une filière française de « plastique d'avenir ».

Notre démarche est ancrée dans le réel, à rebours d'une idéologie écologiste punitive qui culpabilise les Français et utilise l'arme de la peur. Nous fixons des objectifs concrets et réalistes qui ne sont ni de droite ni de gauche mais qui nous concernent tous car ils ont un impact direct sur notre santé : nous voulons garantir à nos concitoyens la qualité de l'air qu'ils respirent et de l'eau qu'ils consomment et transformer les déchets en matière première.

Surprenant ? Non, car bien avant que les écologistes ne s'arrogent le droit exclusif de parler d'environnement, notre famille politique agissait avec des lois fondamentales pour la protection de l'environnement : loi-cadre sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ; Charte de l'Environnement ; loi sur l'eau et les milieux aquatiques ; Grenelle de l'environnement...

Aujourd'hui nous devons aller plus loin et passer d'une logique linéaire (concevoir-produire-consommer-jeter) à une logique circulaire où les déchets deviendraient ce qu'étaient les mines autrefois afin de réduire notre dépendance vis-à-vis, notamment, de la Chine, qui produit plus de 90% des terres rares et créer une filière française de revalorisation et d'extraction des matières premières stratégiques.

Mais il faut aussi refonder notre fiscalité environnementale et mieux structurer nos actions.

L'ensemble de la fiscalité écologique représente en France plus que l'impôt sur les sociétés (environ 50 milliards d'euros) mais est fragmentée, illisible et mal affectée. L'épisode des gilets jaunes a été un exemple frappant de la fracture entre le prélèvement fiscal environnemental et la perception qu'en a la population. Il est temps d'affecter la fiscalité verte au service rendu selon le principe « l'air paie l'air, l'eau paie l'eau, les déchets paient les déchets ». Les recettes de ces différentes taxes doivent financer directement les actions pour lutter contre la pollution de l'air, de l'eau, des déchets.

De même, en France il y a trop d'obligations, interdictions, taux, normes et schémas élaborés par de trop nombreux acteurs agissant en silos et sans coordination entre eux ; les collectivités territoriales doivent mettre en place de multiples plans territorialisés sur l'eau, sur les déchets, sur la biodiversité...qui se superposent et parfois se contredisent. L'enchevêtrement de tous ces plans et la profusion de tous ces documents sont une source d'inefficacité, de risques juridiques, de dépenses inutiles d'argent public, de lourdeurs administratives pour les collectivités et d'illisibilité pour les habitants.

Il est grand temps de remplacer toutes ces démarches « statiques » par une dynamique collective et une gestion de la politique environnementale unifiée, simple et certifiable, avec de grandes orientations nationales définies par l'État et une gestion quotidienne confiée aux territoires, dans une démarche collaborative entre État, acteurs publics et privés.

Nous voulons une politique environnementale lisible et efficace, fondée à la fois sur des données scientifiques, sur l'innovation technologique et sur des consignes simples et claires pour les citoyens.

Christian Jacob
Président des Républicains

Résultats du questionnaire de la convention « Air, eau et déchets »

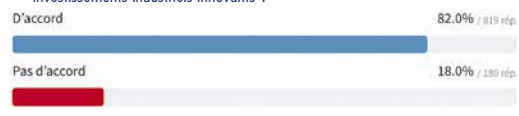
1. Pérenniser le bonus écologique pour l'achat d'un VUL (véhicule utilitaire léger) électrique et fixer l'objectif de 15% de biocarburants en 2030 et de 20% en 2050 dans le transport (contre 8% aujourd'hui) par la mise en place d'une fiscalité incitative ?



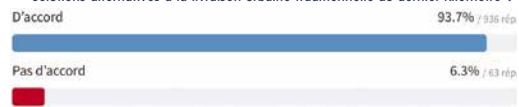
2. Pérenniser le fonds Air Bois après 2021 et lancer une campagne de communication sur les polluants en insistant sur le chauffage au bois, notamment dans les zones très polluées ?



3. Réformer la TGAP (Taxe générale sur les activités polluantes) Air en la concentrant sur les 4 polluants principaux en permettant aux préfets d'en moduler le taux en fonction des territoires et en réaffectant une partie de ces recettes à des investissements industriels innovants ?



4. Soutenir les grandes infrastructures de transport multimodal de la route vers le rail et le fluvial telles que Lyon-Turin et le Canal Seine Nord et encourager les solutions alternatives à la livraison urbaine traditionnelle au dernier kilomètre ?



5. Généraliser en France l'installation de dispositifs innovants de purification de l'air en milieu urbain et lancer un plan « Air sain dans les crèches et les écoles » dans les stations de métro des grandes villes françaises ?



6. Lancer et structurer une véritable filière industrielle française de dépollution de l'air ?



7. Utiliser les eaux usées et traitées pour des usages urbains, industriels et agricoles ?



8. Encourager les différentes pratiques de désimperméabilisation des sols en agriculture et dans le BTP ?



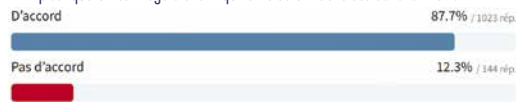
9. Encourager les collectivités locales à mettre en place une tarification incitative de l'eau et lancer une campagne de communication et de sensibilisation sur l'usage de l'eau ?



10. Relancer et sécuriser juridiquement les projets de stockage de l'eau et identifier et cartographier l'ensemble des nappes stratégiques sur tout le territoire national ?



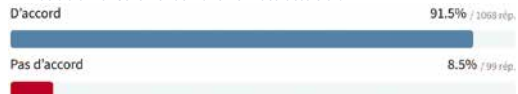
11. Augmenter les financements des Agences de l'eau et les investissements pour rénover et digitaliser les infrastructures de l'eau, notamment pour récupérer le plastique et les mégots avant qu'ils ne soient déversés dans la mer ?



12. Soutenir la recherche et l'innovation pour lutter contre les micropolluants et développer les biotechnologies végétales permettant d'obtenir des espèces moins consommatrices d'eau ?



13. Créer un service instructeur unique pour les projets de collectivités et réduire les délais d'instruction et de traitement des dossiers ?



14. Allonger la durée de vie des produits en excluant les produits émissifs, trop polluants ou trop consommateurs de ressources épuisables ?



15. Généraliser la mise en place d'une tarification incitative des déchets ?



16. Mettre en place, sur chaque produit, un code de la même couleur que le bac dans lequel le produit sera jeté avec une consigne claire « Même couleur, même poubelle » sur tout le territoire ?



17. Encourager les collectivités à installer des composteurs partagés dans des points de collecte urbains et dans l'habitat collectif et des cendriers collecteurs pour recycler les mégots dans les rues et notamment à l'extérieur des bâtiments (bureaux, bâtiments publics...) ?



18. Créer 2 000 recycleries ou ressourceries supplémentaires afin de porter leur nombre à 1/25 000 habitants contre 1/85 000 habitants aujourd'hui ?



19. Étendre le principe REP (Responsabilité Élargie du Producteur) aux secteurs non couverts : bibelots, vélos, vaisselles... ?



20. Fixer l'objectif de 80% de valorisation des déchets en 2025 (et 100% en 2050) contre 72% aujourd'hui ?



21. Mettre en place une TVA réduite sur les produits éco-conçus et sur les produits fabriqués à base des produits recyclés et intégrer l'obligation d'utiliser un minimum de matériaux recyclés dans la commande publique ?



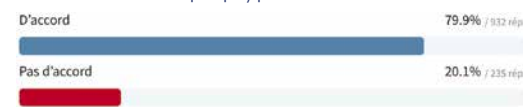
22. Créer un fonds de transition plastique pour arriver à 100% de plastique recyclable ou réutilisable en 2025 et favoriser l'émergence d'une véritable filière « plastique d'avenir » ?



23. Créer une filière de séparation et d'extraction des métaux critiques et développer la filière de combustibles solides de récupération et de recyclage des équipements électroniques ?



24. Décentraliser à l'échelle des grands bassins de vie une agence nationale unique chargée d'élaborer une politique environnementale transversale en association avec les acteurs locaux publics/privés ?



25. Affecter la fiscalité écologique au service environnemental rendu selon le principe « l'air paie l'air, l'eau paie l'eau et les déchets paient les déchets », et, le cas échéant, compenser toute hausse ciblée de la fiscalité environnementale par la baisse d'un autre impôt ?





Photographie : © Martin Adams / Unsplash

Garantir la qualité de l'air

CONSTATS

La pollution de l'air est un véritable enjeu de santé publique. Selon l'OMS, la pollution de l'air causerait entre 7 et 8 millions de décès par an dans le monde. En France, selon le Ministère de la transition énergétique, elle serait responsable de 48 000 décès chaque année et représenterait un coût sanitaire annuel estimé entre 67 et 98 milliards d'euros par la commission d'enquête du Sénat sur le coût économique et financier de la pollution de l'air (2015). Rien qu'en Ile-de-France, 23% des habitants et 1 Parisien sur 10 respirent un air dont la concentration de polluants est supérieure aux seuils réglementaires de l'UE. Les principaux polluants de l'air nocifs pour la santé humaine sont : les oxydes d'azote (NOx), qui peuvent provoquer des troubles respiratoires et des bronchites ; les dioxydes de soufre (SO₂), qui peuvent provoquer des irritations des muqueuses, de la peau et des voies respiratoires ; les particules fines en suspension (PM₁₀ et PM_{2,5}), responsables de graves inflammations et de maladies cardiaques et pulmonaires ; les composés organiques volatils (COV), dont beaucoup sont considérés comme des substances cancérogènes. Par ailleurs, les métaux lourds et l'ozone (O₃) peuvent affecter le système nerveux, les fonctions rénales et respiratoires.

Les transports sont responsables de 61% des émissions de NOx (oxydes d'azote), 8% des émissions de COVnm (composés organiques volatiles non méthaniques), 14% des particules PM₁₀ et 18% des particules PM_{2,5}. L'industrie est à l'origine d'une grande partie (83%) des émissions de dioxyde de soufre (SO₂) et de 40% des composés organiques volatils (COVnm). Le secteur résidentiel tertiaire représente 31% des émissions de PM₁₀, 49% des émissions de PM_{2,5} et 46% des émissions de COVnm, dues à 90% à la combustion du bois.

Les émissions de polluants ont diminué depuis 20 ans grâce aux efforts des secteurs qui en sont les principaux émetteurs. Les entreprises se sont engagées dans la réduction des émissions de polluants dans l'air grâce à l'innovation technique, au développement de nouvelles motorisations et combustibles ou au partage de bonnes pratiques. Entre 2000 et 2015 les émissions nationales de particules de PM₁₀ ont ainsi été réduites de 39% et celle de PM_{2,5} de 46%. En France, selon le Rapport SECTEN du CITEPA¹, (Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de

¹ https://www.citepa.org/wp-content/uploads/Citepa_Rapport-Secten_ed2020_v1_09072020.pdf

la Pollution de l'Air), entre 1990 et 2015, les SO₂ (dioxyde de soufre) ont été réduits de 88%, les NO_x (oxydes d'azote) de 57%, les COV (composés organiques volatils) de 74% et les PM_{2,5} (particules fines) de 61%, grâce à des politiques publiques volontaristes, notamment l'évolution du mix énergétique, la mise en conformité des installations avec la réglementation ou encore la mise sur le marché du gazole non routier (GNR) en 2011 en remplacement du fioul domestique pour les engins du BTP. Sous l'effet des normes d'émissions EURO et des nouvelles technologies ayant permis le renouvellement du parc de véhicules anciens, le secteur des transports a réduit ses émissions. Par exemple, le filtre à particules pour les moteurs diesel, développé depuis 2009, a permis de réduire les émissions de particules fines de 35%, en passant de près de 50mg/km d'émissions de particules à quelques milligrammes. L'émergence des jets modernes a permis de diminuer de 95% les émissions du secteur aérien. Le secteur agricole a également fait de nombreux efforts entre 1990 et 2015, les émissions de dioxyde de soufre (SO₂) ont été réduites de 90%, les oxydes d'azote (NO_x) de 69% et les composés organiques volatils (COV) de 76%. Des progrès restent à faire en ce qui concerne l'ammoniac, notamment contenu dans les engrais azotés dont les émissions ont été réduites de 10% seulement. Malgré ces efforts, certains territoires français (treize zones en particulier) ne respectent pas les seuils réglementaires européens et nécessitent la mise en œuvre d'une vraie politique de lutte contre la pollution.

La France a été condamnée par la Cour de Justice de l'Union Européenne.

La France est actuellement visée par deux procédures contentieuses. Dans le premier cas, la Cour de Justice de l'Union Européenne a condamné la France le 24 octobre 2019 pour avoir dépassé de manière "systématique et persistante", dans 24 zones, la valeur limite annuelle fixée pour le dioxyde d'azote (NO₂), violant ainsi la directive 2008/50/CE relative à la qualité de l'air ambiant. Dans le second cas, la France est renvoyée devant la CJUE pour non-respect systématique des règles européennes en matière de pollution aux particules fines PM₁₀, dont les seuils ont été dépassés dans 13 zones dont Marseille, Toulon, Paris, Montpellier ou la Vallée de l'Arve. Faute d'action concrète, dès juillet 2021, la France sera soumise à une astreinte de 10 millions d'euros par semestre de retard. En réponse, le gouvernement a annoncé la création de sept nouvelles zones à faibles émissions, ainsi que son élargissement à des agglomérations de 150 000 habitants, contre 250 000 aujourd'hui.

La gouvernance locale des PPA n'est pas suffisamment efficace. Les plans de protection de l'atmosphère (PPA), introduits par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996, visent à abaisser les polluants atmosphériques dans les zones où la concentration excède les valeurs limites (agglomérations de plus de 250 000 habitants et zones de dépassement). Ces plans définissent les objectifs à atteindre, les procédures de surveillance et d'alerte et les mesures concrètes à mettre en place lors de pics de pollution. Par exemple, par arrêté, le préfet peut interdire les feux de forêt, créer des aires de covoiturage, mettre en place un fonds de renouvellement des appareils de chauffage peu performants ou simplement interdire les feux de cheminées comme cela a été fait dans la Vallée de l'Arve. En effet, le préfet de la « vallée la plus polluée de France » a signé un arrêté interdisant à partir de janvier 2022 toute utilisation de chauffage à bois à foyer ouvert. Cependant, malgré les nombreux PPA émis depuis leur création en 1996, les agglomérations concernées n'ont pas vu leur qualité de l'air s'améliorer significativement sur le long terme car ces plans proposent des « mesures pansements » plutôt que des mesures d'amélioration de l'air permanentes. En parallèle, les PPA doivent être compatibles avec près d'une vingtaine de documents relatifs à l'environnement (PCAET, SCoT, PAS, DOO, PLU et PLUi, SRCAE, SRADDET, PRQA etc.²) et cet enchevêtrement complexifie la prise de décision et alimente la confusion des collectivités et des citoyens. Il est plus que nécessaire de simplifier la gouvernance des PPA et leur mise en cohérence avec les autres documents d'urbanisme via la mise en place d'un seul schéma de management environnemental intégrant dans une approche transversale l'air, l'eau, l'énergie et les déchets avec un interlocuteur unique et des compétences bien définies de chaque partie prenante.

² Plan climat-air-énergie territorial (PCAET), Schéma de cohérence territoriale (SCoT), Projet d'aménagement stratégique (PAS), Document d'orientation et d'objectifs (DOO), Plan local d'urbanisme (PLU) et Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), Plan régional de la qualité de l'air (PRQA).

La pollution de l'air intérieur est un véritable enjeu encore méconnu.

Avec l'épidémie de la Covid-19, la nécessité d'aérer plusieurs fois par jour les pièces a permis d'attirer l'attention sur le lien entre santé et qualité de l'air intérieur. En sus, une étude de l'association «Respire» a relevé des concentrations de particules 10 fois plus élevées dans les couloirs et sur les quais du métro qu'à l'extérieur. Selon l'étude, la concentration de particules PM10 (particules fines) peut atteindre, dans les souterrains ferroviaires, 500Qg/m³, soit dix fois plus que le seuil d'un pic de pollution. L'Organisation Mondiale de la Santé estime que 4,3 millions de personnes meurent prématurément dans le monde de maladies imputables à la pollution de l'air intérieur chaque année. En effet les polluants de l'air extérieur se retrouvent dans nos intérieurs auxquels s'ajoutent les bio-contaminants (moisissures, acariens, pollens etc.) et des polluants physiques (radon, microparticules et fibres telles que l'amiante) qui dépendent des caractéristiques du bâti, des activités et des comportements des usagers. Selon une étude de l'ANSES de 2016, l'exposition aux moisissures concerne 14 à 20% des logements en France et selon l'OQAI (Observatoire de la qualité de l'air intérieure), 41% des écoles ont au moins une salle de classe dont l'air est pollué.

L'innovation industrielle joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pollution de l'air.

Des innovations permettant de traiter et de dépolluer l'air en milieu urbain se développent un peu partout en Europe, notamment en Allemagne, où l'entreprise *Purevento* a installé dans la ville de Kiel des purificateurs d'air urbain ; à Berlin, où des murs vivants moussus absorbent naturellement la pollution ; à Londres, où la startup *Arborea* a mis au point des feuilles « bio-solaire » qui peuvent éponger le dioxyde de carbone et libérer de l'oxygène à la même vitesse que 100 arbres. En France, notamment à Poissy, Courbevoie ou Colombes, Suez a installé des puits de carbone permettant de transformer les particules fines en énergie verte. Ces différentes technologies sont autant d'exemples démontrant la forte capacité d'innovation des entreprises : c'est par la maîtrise de la technologie et par le soutien à l'innovation que nous pourrions lutter efficacement contre la pollution de l'air.

La nécessaire évolution de la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) air.

Quatre secteurs industriels concentrent 53% du montant total des contributions au titre de la TGAP air : la production d'électricité, la sidérurgie, le raffinage du pétrole et la fabrication de ciment. En outre, 82% du montant total des cotisations au titre de la TGAP air concerne les émissions des quatre principaux polluants : oxyde d'azote (NOx), dioxyde de soufre (SO₂), particules fines (PM_{2,5} et PM₁₀) et composés

organiques volatils (COV). Pourtant, la France est le seul pays de l'OCDE à taxer autant de polluants (18) alors que l'Union européenne n'a fixé d'objectifs de réduction que sur les quatre polluants principaux. Par ailleurs, la TGAP air ne prend pas en compte les niveaux locaux de pollution atmosphérique : les seuils qu'elles fixent s'appliquent partout sans distinction. Tout en précisant que la composante air de la TGAP ne peut pas constituer l'élément principal de lutte contre la pollution de l'air, l'industrie n'étant qu'un émetteur secondaire, l'Inspection Générale des finances, dans un rapport d'octobre 2018, propose de concentrer l'assiette de la TGAP sur les polluants principaux, en modulant des seuils différents en fonction des territoires et en affectant la taxe à des projets d'innovation industrielle en faveur de la lutte contre la pollution de l'air.

Par ailleurs, le montant total des contributions à la TGAP Air est extrêmement faible par rapport à la totalité des impôts de production pesant sur ce même secteur (59 millions d'euros sur 15 milliards soit 0,39% et 0,4% de la valeur ajoutée). Il semblerait ainsi judicieux de compenser une augmentation des taux de TGAP Air par une baisse des autres prélèvements pesant sur le secteur et d'affecter les produits de la taxe à des projets d'innovations industriels en faveur de la lutte contre la pollution de l'air.

Protéger la qualité de l'air et lutter contre le réchauffement climatique : des objectifs différents mais des mesures communes.

S'il ne faut pas confondre gaz à effet de serre et polluants atmosphériques, ces deux sources de pollution sont intrinsèquement liées et proviennent bien souvent des mêmes émetteurs. La lutte contre le réchauffement climatique et la lutte pour la qualité de l'air poursuivent donc des objectifs différents mais atteignables grâce à des actions communes. En effet, les transports, qui sont à l'origine de 32% des émissions de gaz à effet de serre, sont également responsables de 61% des émissions de NOx (oxydes d'azote), 8% des émissions de COVnm (composés organiques volatils), 14% des particules PM10 et 18% des particules PM_{2,5}. Cependant, il faut impérativement veiller à la cohérence des politiques publiques engagées : par exemple, le rééquilibrage du prix du diesel, jusqu'ici favorisé fiscalement par rapport à l'essence, sous prétexte que les particules qu'il émet nuisent à la santé, pourrait être contreproductif au regard de notre objectif de lutte contre le réchauffement climatique (le diesel émet moins de CO₂³), d'autant plus que les filtres à particules ont permis de réduire drastiquement les émissions de particules fines des moteurs diesel.

³ Un moteur diesel émet environ 11% de CO₂ en moins qu'un moteur essence.

NOS PROPOSITIONS

La lutte contre la pollution de l'air est globale et se joue sur plusieurs niveaux : d'abord sur la réduction des émissions automobiles, domestiques ou industrielles, ensuite sur la surveillance de la qualité de l'air dans le temps et dans l'espace et enfin sur le traitement de l'air dans les zones à plus forte concentration.



Photographie : © Julien Hochberger / Unsplash

RÉDUIRE LA POLLUTION DE L'AIR

Pérenniser le bonus écologique pour l'achat d'un VUL (véhicule utilitaire léger) électrique et fixer l'objectif de 15% de biocarburants en 2030 et de 20% en 2050 dans le transport (contre 8% aujourd'hui) par la mise en place d'une fiscalité incitative.

Seulement 1% des véhicules utilitaires légers roulent aujourd'hui à l'électrique, alors que l'électrique serait une solution optimale : en moyenne, les distances parcourues par les VUL n'excèdent pas 100km et le coût d'un VUL électrique est inférieur à un VUL diesel (2€/100 km contre 7€/100km sans compter un tarif de stationnement préférentiel). Il est également nécessaire de mettre en place des primes à l'achat et des incitations fiscales pour favoriser le recours aux biocarburants dans les voitures particulières et surtout dans les flottes captives afin de réduire les émissions de polluants atmosphériques. A titre d'exemple, le superéthanol E85 réduit les émissions de particules de 90% et les émissions d'oxyde d'azote de 30% par rapport à l'essence et le biodiesel B100 (Oleo100) permet de réduire jusqu'à 80% les émissions de particules fines et ultrafines.

Pérenniser le fonds Air Bois en 2021. En France, 11% des foyers se chauffent au bois. Depuis 2012, le fonds air bois, géré par l'Ademe et les régions, incite les particuliers à remplacer leurs vieilles cheminées à foyers ouverts, en proposant une aide financière dans la limite de 50% des travaux et sous condition de ressources, pour équiper leurs habitations d'un nouveau système de chauffage. Ce fonds prend fin le 31 décembre 2021 alors qu'il a déjà permis le remplacement de 3600 cheminées à foyers ouverts. Nous proposons de le poursuivre au-delà de 2021.

Lancer une campagne de communication sur les polluants notamment en insistant sur le chauffage au bois, dans les zones très polluées (Marseille, Paris, Grenoble etc.). Dans la Vallée de l'Arve, le chauffage au bois individuel est responsable de 70% des émissions de particules fines, en Ile de France de 29% pour les PM10 et 50% pour les PM2,5 ultrafines, alors qu'il ne représente que 6% de la chaleur régionale produite. Nous devons informer et sensibiliser les citoyens aux dangers de ce type de chauffage et les inciter à remplacer leurs équipements par des nouveaux systèmes moins polluants.

Soutenir les grandes infrastructures de transport multimodal de la route vers le rail et le fluvial telles que Lyon-Turin, le Canal Seine Nord et encourager les solutions alternatives à la livraison urbaine traditionnelle au dernier kilomètre.

- Chaque année, trois millions de poids lourds traversent la frontière franco-italienne. La liaison Lyon-Turin permettrait de faire basculer 40 à 50% de ce trafic sur le rail pour un coût environnemental et social dix fois inférieur à celui du transport routier en sachant que le rail émet 8 fois moins de particules nocives que la route, 9 fois moins de CO₂ et consomme 6 fois moins d'énergie.
- Le Canal Seine Nord, vaste corridor de transport de fret à grands gabarits (bateaux jusqu'à 4 400 tonnes) reliant l'Oise jusqu'à Dunkerque, a un bénéfice écologique certain : le transport fluvial émet trois fois moins de CO₂ que le routier. Ce canal permettrait de doubler les trafics fluviaux français et de reporter entre 10 et 15% du trafic poids lourds de l'A1 et de l'A13 sur le canal.
- Le dernier kilomètre est une expression faisant référence au dernier tronçon de livraison urbaine (l'entrée du colis dans la ville jusqu'au destinataire). Ce dernier kilomètre représente environ 20% du trafic urbain, occupe 30% de la voirie et est à l'origine de 25% des émissions de gaz à effet de serre⁴.

Réformer la TGAP air :

En la concentrant sur les 4 polluants principaux : les oxydes d'azote (NOx), les particules en suspension (PM_{2,5} et PM₁₀), les composés organiques volatils (COV) et le dioxyde de soufre (SO₂). La France est le seul pays de l'OCDE à imposer autant de polluants (18), il convient de réduire l'assiette de la taxe pour cibler les polluants prioritaires afin de la rendre plus pertinente et efficace, comme le font la plupart des autres pays.

En permettant aux préfets d'en moduler le taux en fonction des territoires. Si les problèmes posés par la pollution de l'air sont nationaux, ils dépendent souvent de circonstances locales. Les effets de la pollution sur la santé et l'environnement sont différents selon les zones géographiques. Nous proposons de permettre une modulation locale de la TGAP à l'initiative du préfet selon ses prérogatives de pilotage des PPA (plan de protection de l'atmosphère).

Réaffecter une partie des recettes de la TGAP au soutien d'investissements industriels innovants qui anticipent la réglementation en vigueur. La TGAP air n'est pas directement affectée à des actions en faveur de la pollution de l'air. Un dispositif de ce type, mis en place par la Suède depuis plusieurs années a prouvé son efficacité environnementale : en Suède, les émissions de NOx ont baissé de plus de 50% depuis 1990 et la production d'énergie a augmenté de 77%, ce qui représente une baisse substantielle de l'intensité polluante de la production. De fait, 62% des entreprises ont investi dès 1993 dans des solutions techniques de réduction des émissions.

⁴ Selon le Comité d'analyse stratégique du marché international de Rungis, Septembre 2020



Photographie : © Daniel McCullough / Unsplash

LUTTER CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

Généraliser en France l'installation de dispositifs innovants de dépollution et de purification de l'air en milieu urbain dans les villes les plus polluées (tels que puits de carbone, filtres de nano-carbone, bioréacteurs, prototypes mobiles de la dépollution de l'air en voie humide...).

Lancer un plan « Air sain dans les crèches et les écoles » en installant des capteurs de mesures de la pollution de l'air et des purificateurs dans les établissements scolaires, comme cela a été fait dans les lycées en Auvergne-Rhône-Alpes, financés conjointement par l'État et les collectivités territoriales.

Lancer un plan de traitement de l'air dans les métros pour mesurer et dépolluer l'air dans les stations de métro des grandes villes françaises.

Lancer et structurer une véritable filière industrielle de dépollution de l'air française. La France est en retard par rapport à ses voisins européens et asiatiques en ce qui concerne la pollution de l'air. En Chine, par exemple, où 60% des villes souffrent de pollution aux particules fines, le gouvernement a lancé le plan de bataille ciel bleu en 2018 pour traiter l'air. En collaboration avec le secteur privé (Suez, Air Liquide...) nous soutiendrons toutes les innovations tentant d'améliorer la qualité de l'air intérieur et ex-

térieur. Nous proposons de financer cette mesure grâce aux programmes d'investissement d'avenir 4 (PIA4) dont l'un des axes est consacré au développement des innovations et technologies vertes. Ce montant de 1,2 milliard permettrait de lancer et structurer le développement d'une filière de dépollution de l'air française.

Repenser l'urbanisme et l'architecture pour réduire l'impact de la pollution. Il est nécessaire de prendre en compte l'exposition à la pollution, surtout lors de la construction ou la rénovation d'école ou d'espaces pour les enfants. Par exemple à Strasbourg, une école maternelle a été construite dos à une grande avenue et à côté d'un immeuble très haut pour faire écran à la pollution dans la cour.

Créer des commissions locales de l'air intégrant tous les acteurs concernés afin d'arriver à une co-gouvernance partagée et améliorer la dotation en équipements des AASQA (association agréée de surveillance de la qualité de l'air) afin de mesurer et qualifier les différents polluants émergents (nanoparticules, etc.).



Photographie : © Charles Deluvio / Unsplash

Garantir la qualité de l'eau

CONSTATS

La France a de l'eau en quantité, de qualité et à un prix abordable mais les besoins en eau vont s'accroître et les ressources diminuer dans les prochaines décennies.

La France a de l'eau en quantité. La France a un stock de ressources disponibles en eau de 191 milliards de m³/an grâce à 270 000 kilomètres de cours d'eau, des nappes souterraines estimées à 2 000 milliards de m³, 400 milliards de m³ de précipitations annuelles, 447 barrages. En parallèle, on estime les prélèvements d'eau à 37 milliards m³/an pour une consommation nette de 6 milliards m³/an, (la différence étant restituée au milieu ou évaporée) soit 3% des ressources disponibles. Au total, cette consommation nette représente environ 85m³/an/hab pour un total de ressources disponibles de 3 262m³/an/hab. En matière d'utilisation sectorielle c'est la production d'énergie qui consomme le plus d'eau (59%), devant l'eau potable (18%), l'agriculture (14%) et l'industrie (9%). Cependant, dans les prochaines décennies, des risques de tensions sur les besoins en eau se feront sentir : selon le projet Explore 2070⁵, la recharge des nappes souterraines diminuera de 10 à 25% d'ici à 2070, notamment dans le bassin versant de la Loire et dans le bassin Adour-Garonne. En outre, sans changement de pratiques, les besoins d'irrigation de l'agriculture devraient augmenter de 42 à 65%, entraînant une nouvelle réduction du niveau des nappes. Enfin, la surélévation du niveau de la mer risque d'endommager les aquifères côtiers et donc de dégrader encore nos réserves de nappes. En 2019, 90 départements ont fait face à des cours d'eau en situation d'assèchement de fin mai à septembre 2019. C'est pourquoi, même si la France dispose d'eau en abondance, de fortes tensions pourraient se faire sentir sur les ressources en eau. Par ailleurs des phases de pluie abondantes se succèdent de plus en plus fréquemment à des phases de sécheresse et face à cela nos capacités de stockage sont insuffisantes. Nous ne stockons que 4,7% de l'eau disponible contre près de 48% en Espagne. Ces prévisions sont en cohérence avec les perspectives des autres pays du monde car l'OCDE estime, qu'à l'horizon 2050, 40% de la population mondiale vivra sans doute dans des

⁵ Projet Explore 2070, 2010-2012, Direction de l'eau et de la biodiversité du MEDDE, avec la participation de l'Onema, du CETMEF, des agences de l'eau, des DREAL de bassin, du CGDD, de la DGEC et de la DGPR.

bassins hydrographiques soumis à un stress hydrique élevé et que la demande mondiale en eau risque d'augmenter de 55% du fait des activités manufacturières (+400%), de la production d'électricité (+140%) et des usages domestiques (+130%).

La qualité de l'eau s'améliore constamment. Presque toute la population française est alimentée par une eau conforme au regard des nitrates (99,3%), de la microbiologie (97,6%) et des pesticides (96%) depuis 2015⁶, notamment 98% des plans d'eau de baignade français ont des indicateurs positifs. Grâce aux efforts des collectivités en matière d'amélioration des installations, le pourcentage de la population desservie par une eau non conforme est passé de près de 10% à moins de 3%. Les industriels et les agriculteurs ont aussi engagé des moyens considérables pour améliorer la qualité de l'eau et selon le Ministère de la Santé, en 2018, plus de 90% de la population en France consomme de l'eau qui respecte les qualités réglementaires pour les pesticides. Certes la lutte contre les pesticides est un enjeu majeur de santé publique, mais s'ils demeurent problématiques dans l'eau du robinet, c'est pour 3% de la population qui est exposée à des dépassements ponctuels, voire fréquents, de la limite réglementaire. Au total, près de 2 millions de personnes habitants dans des zones de grandes cultures, de maraichage intensif, de viticulture sont régulièrement desservis par une eau trop chargée en pesticides. Selon un rapport de la Cour des Comptes de février 2020, malgré les 400 millions d'euros consacrés en 2018 à la réduction des intrants chimiques, dans le cadre du plan Ecophyto (dont l'objectif est de réduire de 50% l'utilisation des produits phytopharmaceutiques d'ici 2025) «les effets demeurent très en deçà des objectifs fixés ».

Le prix de l'eau en France est en dessous de la moyenne européenne. Le prix moyen de l'eau en France s'élève à 4,03€/m³ en moyenne contre 4,20/euros m³ aux Pays-Bas, 5,31€/m³ en Allemagne et 6,61€/m³ au Danemark⁷. Cette différence s'explique par le choix de certains pays d'adosser au tarif usager de l'eau une redevance complémentaire sur la protection de l'environnement et l'entretien des digues. Notons le cas singulier de l'Italie dans lequel le prix de l'eau est très faible car les coûts sont supportés par les impôts. En France, en moyenne, le prix de l'eau se divise comme suit : 40% pour l'eau potable, 40% pour l'assainissement et 20% de taxes et redevances. En moyenne, la facture d'un ménage français est de 40,30€ par mois, soit 438,60€/an.

Responsables de la distribution et de l'entretien des infrastructures d'eau et d'assainissement, ce sont les collectivités qui gèrent l'eau, soit directement, en régie (69%) soit en délégation de service public (31%). Devant assumer les dépenses d'entretien des infrastructures pour maintenir la qualité des services, elles en fixent également le prix, qui peut donc varier d'une collectivité à une autre selon différents facteurs.

Sauvegarder les ressources en eau potable pour les générations futures. Les ressources en eau douce destinées à la consommation humaine constituent un patrimoine indispensable qu'il faut préserver pour répondre aux besoins des générations actuelles et futures. Les nappes stratégiques souterraines sont la plus grande réserve d'eau potable de notre territoire (2000 milliards de m³) mais elles n'ont aucun statut juridique. Elles ne sont ni identifiées, ni cartographiées et, par conséquent, elles ne sont pas systématiquement protégées. Il est plus que nécessaire, lors de l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), que les comités de bassin prévoient l'identification et la cartographie de ces nappes, non pas pour tout bloquer mais pour faire connaître l'existence de ces richesses inestimables à quelques mètres de profondeur. L'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse a d'ores et déjà, dans le SDAGE en cours de concertation, prévu cette mesure essentielle. Il convient de la généraliser à l'échelle de chaque bassin hydrographique.

Renouveler et moderniser les infrastructures de l'eau. Il est nécessaire d'accélérer la modernisation des infrastructures existantes, réseaux potables, d'assainissement, stations de traitement d'eau potable ou des eaux usées. Les canalisations vieillissantes (près d'un milliard de m³ d'eau sont perdus chaque année avec un taux de fuite moyen atteignant 20%, soit 1L d'eau perdu tous les 5L⁸) et la multiplication des types de pollution, notamment les micropolluants (résidus de produits d'entretien, de lessive, de produits cosmétiques et industriels etc.) rendent nécessaires la mise à niveau de l'assainissement et des infrastructures de l'eau. Selon l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement, seulement 43% des infrastructures de réseau font l'objet d'un programme de renouvellement aujourd'hui. Selon la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E), 6,5 milliards d'euros sont investis chaque année dans les infrastructures, mais les besoins s'élèvent à minima à 10 milliards. Au-delà du manque de financement, une modernisation de

⁶ Eau potable – qualité de l'eau Octobre 2018 – Eau France

⁷ Selon le baromètre des prix des services d'eau et d'assainissement en Europe de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E). 2017

⁸ SISPEA ONEMA - Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement – Panorama des services et de leur performance en 2014, 2017

nos infrastructures d'eau ne pourra pas se faire sans des innovations technologiques telles que la généralisation des capteurs sur les réseaux d'eau pour suivre en instantanée la qualité de l'eau distribuée ou les compteurs intelligents pour que les utilisateurs puissent maîtriser leur consommation et être alertés en cas de fuite. Par ailleurs nous devons développer les biotechnologies végétales qui permettent d'obtenir des espèces végétales qui ont moins besoin d'eau.

Mettre l'eau au cœur de l'économie circulaire et développer la réutilisation des eaux usées. Nous devons passer d'une vision très linéaire du cycle de l'eau (la capter, la traiter, l'utiliser et la rejeter) à une vision circulaire afin de recycler l'eau et la réutiliser. Plusieurs avantages découlent de la réutilisation des eaux usées : éviter d'utiliser les ressources en eau potable pour les usages non-domestiques (tels que l'irrigation et les usages industriels) ; sécuriser des activités industrielles, agricoles ou touristiques dans des zones en manque d'eau ou dans des zones littorales, etc. Certaines entreprises ont déjà commencé à expérimenter la réutilisation des eaux usées avec succès. Peugeot, par exemple, a réduit sa consommation d'eau de 70% depuis 1995 grâce à la réutilisation des eaux usées sur son site de Sochaux. Ainsi, la réutilisation des eaux usées traitées doit être encouragée car la France est très en retard dans ce domaine et l'objectif de triplement annoncé par les Assises de l'eau est loin d'être atteint : l'hexagone réutilise seulement 0,8% de ses eaux contre 8% en Italie et 14% en Espagne. Par ailleurs, il est inconcevable que la France ne stocke que 4,8% de l'eau disponible contre près de 48% en Espagne, alors que les agriculteurs sont victimes de sécheresses et d'inondations de plus en plus fréquentes et qui vont s'amplifier avec le réchauffement climatique. Pour préserver notre sécurité alimentaire et notre agriculteur, il est plus que nécessaire de stocker beaucoup plus largement une partie des excédents de pluie hivernale afin de reporter leur utilisation lors de périodes de sécheresse.

Améliorer la gestion de l'eau sur tous les territoires. En France la politique de l'eau est élaborée par sept comités de bassin, véritables parlements de l'eau, qui sont constitués de trois collèges : les collectivités locales (40% d'élus), les usagers (industriels, agriculteurs, consommateurs et ONG) (40%) et des représentants de l'État (20%). Ils fixent la stratégie de l'eau et des milieux aquatiques du territoire grâce au SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) et votent le programme de l'agence de l'eau dans chaque bassin hydrographique ainsi que les taux de redevances. Les six agences de l'eau mettent en œuvre

la politique de l'eau en percevant les redevances, payées par tous les usagers, et en les réinvestissant sous forme d'aides (prêts, subventions) aux collectivités ou aux acteurs économiques pour financer des investissements ou des travaux en faveur de la qualité de l'eau. Cependant, le programme d'intervention des agences de l'eau est remis en question chaque année, ce qui empêche d'avoir une visibilité sur le long terme. Depuis 2019, l'État a rogné les moyens des agences de l'eau de près de 20% (de 13,3 milliards à 12,63 milliards sur six ans), a prélevé 331 millions d'euros chaque année pour le reverser à l'OFB (Office Français de la Biodiversité) et a mis en place un plafond mordant obligeant les agences de l'eau à reverser au budget de l'État les recettes supérieures à 2,1 milliards d'euros. Ces coupes drastiques dans le budget des agences de l'eau sont d'autant plus aberrantes qu'elles se voient confier de nouvelles missions relatives à la préservation de la biodiversité. Au total, seulement un tiers de leurs moyens est effectivement affecté à l'eau. Il est d'autant plus important de sécuriser le budget des agences de l'eau que les prochaines décennies risquent d'être marquées par des besoins croissants en eau et par une réduction des ressources. Par ailleurs, le fonctionnement en lui-même des agences de l'eau n'est pas optimal car les règles de fonctionnement, les critères d'attribution des aides ainsi que les taux de redevances appliqués varient d'une agence à l'autre.

LES NOUVEAUX DÉFIS :

- lutter contre les micropolluants

On dénombre aujourd'hui plus de 100 000 micropolluants qui se retrouvent dans les canalisations et atterrissent dans le réseau de traitement des eaux usées puis dans les stations d'épuration. Nous ne parvenons pas encore à les identifier et les traiter, ils se retrouvent donc dans les milieux naturels car ils ne sont pas biodégradables, puis dans l'eau que nous buvons. Ils peuvent être d'origine industrielle (tels que les alkylphénols, utilisés pour la fabrication de parfums et d'antioxydants), agricole (pesticides, herbicides, insecticides), domestique (produits d'entretien, cosmétiques, médicaments, solvants, métaux : zinc, cuivre, chrome etc.). Ces différents produits perturbent l'ensemble des écosystèmes et de la chaîne alimentaire et entraînent la raréfaction de certaines espèces. Ils ont également un effet sur la santé humaine, contribuant au développement des perturbateurs endocriniens, cancers, troubles neurologiques ou comportementaux. Si l'on sait que les micropolluants sont toxiques pour l'environnement et la santé humaine, il est cependant très complexe de mesurer le degré exact de cette toxicité car les effets se ressentent

sur le long terme et différent selon les âges. Ces substances sont réglementées par la Directive Cadre sur l'Eau (2000) qui définit des seuils à ne pas dépasser pour 41 substances et le règlement REACH qui recense, évalue et contrôle 20 000 substances chimiques ainsi que leurs risques potentiels.

Depuis quelques années, les entreprises font des efforts pour éviter de déverser des micropolluants : récupération des amalgames dentaires contenant du mercure, campagne Pressings sans perchloréthylène... En France, chaque année 350 000 analyses d'eau sont effectuées et 5 700 points d'eau surveillés. Selon l'indice METOX des agences de l'eau, depuis 10 ans on observe une réduction entre 40% et 80% de métaux toxiques rejetés dans les cours d'eau selon les territoires. Cependant, les efforts des industriels ne suffisent pas car 80% des micropolluants proviennent d'usages domestiques (eau de javel, produit vaisselle, lessive, assouplissant, détachant, crème solaire, déodorant, dentifrice, gel douche, peinture, colle). Les collectivités territoriales ne disposent pas des capacités financières suffisantes pour investir à la hauteur de l'enjeu des micropolluants. C'est pour cela que l'État doit les soutenir, notamment en finançant la modernisation de notre réseau de traitement des eaux usées.

- Atténuer l'imperméabilisation des sols

Les nappes phréatiques sont un moyen de stockage naturel efficace de l'eau mais elles ont besoin de se recharger grâce aux précipitations, or l'imperméabilisation des sols les en empêche. L'augmentation constante des surfaces imperméabilisées pour répondre à la demande croissante d'urbanisation a réduit de 15% l'infiltration naturelle des eaux pluviales qui emportent les résidus, particules et pollutions sur leur passage et sont ainsi responsables de 50% de la pollution déversée dans les rivières et sur les plages en zone urbaine.

NOS PROPOSITIONS

PRÉSERVER LES RESSOURCES NATURELLES EN EAU

Utiliser les eaux usées et traitées pour des usages urbains, industriels et agricoles. Le cadre réglementaire actuel⁹ ne mentionne pas les possibilités de réutilisation des eaux usées pour les usages urbains (nettoyage de voiries, protection incendie) ni industriels (nettoyer et recycler les bouteilles en plastique). Nous devons donc le revoir.

Encourager les différentes pratiques de désimperméabilisation des sols en agriculture et dans le BTP (agriculture de conservation des sols (ACS), réhabilitation de locaux existants, utilisation de revêtements perméables pour les abords des constructions tels que pavés poreux, graviers, pavés non jointés, gazons stabilisés etc.) **et installer des dispositifs de compensation** de l'imperméabilisation tels que citernes de récupération de l'eau de pluie, toitures vertes extensives et intensives permettant l'évapotranspiration des eaux de pluie, bassins d'eau etc.

Encourager les collectivités locales à mettre en place une tarification incitative de l'eau afin de diminuer le prix des premiers m³ et inciter ainsi les citoyens à moins consommer d'eau.

Lancer une campagne de communication et de sensibilisation sur l'usage de l'eau à l'école en coopération avec les milieux socioprofessionnels et les collectivités locales.

Relancer et sécuriser juridiquement les projets de stockage de l'eau en supprimant les freins administratifs et en attribuant des quotas annuels d'eau par exploitation en fonction de la surface, de la qualité de l'assolement et des ressources d'eau disponibles.

Identifier et cartographier l'ensemble des nappes stratégiques sur tout le territoire national lors de l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

⁹ Règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2020:177:FULL&from=EN>

LUTTER CONTRE LA POLLUTION DE L'EAU

Augmenter et sanctuariser les financements des Agences de l'eau en supprimant le plafond mordant. Aujourd'hui, le budget des agences de l'eau est voté pour six ans mais modifiable chaque année. C'est ainsi que les financements ont été réduits de 20% depuis 2019 notamment à cause de la contribution au financement de l'OFB (Office français de la biodiversité) et de la mise en place du plafond mordant qui les oblige à reverser au budget de l'État toutes les sommes perçues au-delà de 2,1 milliards d'euros.

Accroître les investissements pour rénover et digitaliser les infrastructures de l'eau en ne finançant que des actions qui répondent à des objectifs prioritaires de la politique de l'eau et en rééquilibrant les investissements consacrés au grand cycle de l'eau et au petit cycle de l'eau. Ces investissements seront financés par les économies réalisées suite à la suppression du plafond mordant combinées aux économies réalisées par la fusion des différents organismes œuvrant pour la protection de l'environnement en une seule agence de l'environnement.

Soutenir la recherche et l'innovation pour lutter contre les micropolluants et développer les biotechnologies végétales qui permettent d'obtenir des espèces végétales moins consommatrices d'eau. Nous proposons de mobiliser 1 milliard d'euros des 7,5 milliards prévus dans les PIA4 pour développer la recherche et l'innovation technologique permettant de mieux identifier et traiter les micropolluants et de soutenir les nouvelles technologies d'amélioration des plantes, les NBT (New Breeding Technologies) qui permettent d'obtenir, sans ajout d'ADN étranger, des variétés plus résistantes à la sécheresse.

Lancer une campagne de sensibilisation de la population sur les effets toxiques des produits à usage quotidien et aux gestes à éviter.

Améliorer la gestion de l'eau sur tous les territoires : en créant un service instructeur unique pour les projets des collectivités territoriales à la place des multiples services déconcentrés du Ministère de l'Environnement (DREAL (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), DDT (direction départementale des territoires), DRM (direction interrégionale de la mer) etc.) ; en réduisant les délais d'instruction et de traitement des demandes des collectivités déposées auprès des agences de l'eau ; en harmonisant les pratiques des agences de l'eau, les règles de fonctionnement, les modalités d'attribution des aides, les méthodes pour analyser les demandes de subventions, les taux de redevances (en définissant par exemple un taux plancher et un taux plafond) tout en les adaptant au contexte local ; en créant un dispositif de déportation obligatoire pour prévenir les conflits d'intérêt ; en renvoyant la composition des conseils d'administration des agences de l'eau issue de trois collèges.

Installer dans les stations d'épuration des dispositifs pour récupérer le plastique et les mégots avant qu'ils soient déversés dans la mer.

Réduire et valoriser nos déchets

CONSTATS

La France est dans la moyenne européenne pour la production et le recyclage des déchets municipaux mais doit relever le défi du plastique et progresser dans la valorisation des biodéchets et le recyclage des déchets électroniques et du BTP.

Le traitement des déchets municipaux en France. On entend par déchets municipaux les déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères ; déchets issus des collectes sélectives tels qu'emballages, journaux ; encombrants ; déchets verts ; déchets d'entretien de la voirie ; déchets des activités commerciales, des petites entreprises, des bureaux, des écoles...). Avec 546 kg de déchets par an et par habitant la France est dans la moyenne européenne (502 kg, mais avec de fortes disparités entre les pays : 609 kg en Allemagne, 588 kg en Autriche et 280 kg en Roumanie). En matière de recyclage de ses déchets, la France (42,9%) se situe quasiment dans la moyenne européenne (46%), mais loin derrière l'Allemagne (67,6%) et l'Autriche (57,7%) qui sont les champions européens du recyclage des déchets ménagers. En France environ 83% des déchets des poubelles jaunes sont recyclés (100% pour l'acier, 85% pour le verre et 70% pour le papier et le carton) mais seulement 26% du plastique.

Par ailleurs la France déverse encore 22% de ses déchets municipaux à la décharge, loin derrière l'Allemagne, le Danemark, la Suède, la Belgique et les Pays-Bas (1%).

Les déchets que les Français jettent dans la poubelle grise (48% du total) sont mélangés : 11% de ces déchets relèvent du gaspillage alimentaire et devraient être évités, 38% pourraient faire l'objet d'une valorisation organique et 35% relèvent d'une consigne de tri. Ces constats révèlent les problèmes de tri rencontrés par nos concitoyens : une mauvaise information, une consigne illisible et le manque criant de composteurs en sont les principales causes.



Les consignes parfois illisibles complexifient les gestes de tri et doivent être harmonisées. Les consignes de tri sont trop souvent illisibles et différenciées d'une ville à l'autre. Par exemple, à Montpellier la poubelle destinée aux emballages cartons, au plastique et aux papiers est verte alors qu'elle est jaune à Paris, et peut aussi être bleue pour les papiers ou les journaux. Les effets de cette illisibilité des consignes de tri se font ressentir en analysant les déchets dans la poubelle grise, dont plus de la moitié (73%) aurait pu être recyclés, valorisés ou compostés. Il est nécessaire d'harmoniser les éléments de tri et de collecte sur l'ensemble du territoire national afin d'augmenter leur efficacité.

Les points sur lesquels la France doit progresser. Le plus gros problème est la valorisation des déchets organiques : seulement 97 kg/habitant de déchets sont compostés en France contre près de 200 kg/hab pour l'Autriche. Seulement 12% des français ont accès à un composteur partagé. Une meilleure gestion domestique des biodéchets, par exemple par l'installation de poubelles spécifiques et de composteurs partagés dans l'habitat collectif et dans la rue, permettrait de réduire de manière considérable le volume de déchets organiques par habitant. Aujourd'hui seulement une centaine de collectivités en France ont mis en place une collecte séparée des biodéchets pour les ménages.

L'insuffisant recyclage des déchets électroniques (DEEE). En matière de recyclage des déchets électroniques, la France est aussi en retard par rapport à ses voisins européens. En 2017, l'hexagone a recyclé 36,6% de ses déchets électroniques alors que la Croatie en a recyclé 81,3%, l'Estonie 69,8% et l'Autriche plus de 50%. Les DEEE représentent 17 à 24 kg de déchets par personne et par an, le stock des seuls téléphones portables et ordinateurs représente en France 160 millions de produits.

Le problème des dépôts sauvages. Malgré une légère amélioration de la propreté générale du territoire français, il y a un vrai problème avec les dépôts sauvages, ou - plus récemment - les masques utilisés et des encombrants de toute nature, déposés hors de tout cadre sur la voie publique ou dans la nature. Au-delà des nuisances visuelles et olfactives, les risques pour la santé et l'environnement sont considérables. Il faut définir un objectif d'efficacité de la collecte et renforcer la responsabilité et le rôle du

maire dans le contrôle de la propreté de sa commune. La question de la répartition des compétences des déchets aux EPCI, alors que la propreté de la ville est généralement confiée aux maires, doit être posée.

Le plastique dans les mers, véritable enjeu de notre siècle. Avec 4,5 millions de tonnes de déchets plastiques produits chaque année, soit 66,6 kg par habitant, la France est le pays du pourtour méditerranéen qui produit le plus de déchets plastiques. Si ces derniers ne représentent que 1,38% du total des déchets produits, la France rejette à elle seule, 11200 tonnes de plastique dans la mer Méditerranée chaque année. Selon le rapport de l'ONU sur l'état des plastiques (2018), chaque année, 13 millions de tonnes de plastique sont déversées dans les océans. La mer Méditerranée est l'une des mers les plus polluées au monde : alors qu'elle représente seulement 1% des eaux marines dans le monde, elle compte 7% de tous les microplastiques, qui ont atteint un niveau de concentration de 1,25 million de fragments par km², soit près de quatre fois plus que dans « l'île du plastique » du Pacifique Nord. On sait aujourd'hui que les déchets flottants représentent à peine 1% du plastique présent dans les océans et que les 99% restants sont composés de microplastiques (< 5mm) et nano-plastiques (< 100nm) qui se retrouvent au fond de la mer et empoisonnent les poissons que nous ingérons à notre tour. Chaque semaine, nous absorbons 5 grammes de plastique, soit l'équivalent d'une carte de paiement.¹⁰ Environ 80% des plastiques retrouvés en mer proviennent de la terre, via les fleuves. C'est pourquoi la véritable solution ne viendra pas que du nettoyage de l'Océan mais de la mise en place d'une véritable filière de production et recyclage de plastique biodégradable et réutilisable, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, notamment en France. En effet, malgré un taux de collecte élevé (98%), le taux de recyclage du plastique reste très faible (26%), ce qui place la France avant-dernière du classement européen, tout comme le taux de valorisation énergétique (42%) contre respectivement 38% et 60% en Allemagne.

Pourquoi ? Selon une note d'information de l'Agence européenne pour l'environnement, publiée en août 2020, « Plastiques biodé-

¹⁰ Rapport d'information sur les perturbateurs endocriniens présents dans les contenants en plastique, Assemblée nationale – Décembre 2019.

gradables et compostables – Défis et opportunités » la plupart des plastiques que nous utilisons aujourd'hui continuent d'être fabriqués à partir de sources fossiles et les taux de recyclage restent faibles (26%). Face à la demande du public, certains fabricants ont introduit des plastiques d'origine biologique, compostables ou biodégradables mais ceux-ci représenteraient une part de marché d'à peine 1%. Ces quelques solutions 'bio' actuelles (biosourcées, biodégradables, non toxiques et recyclables) ne répondent pas encore à la réalité de l'offre et de la demande et ne sont pas assez compétitives. Par ailleurs, aujourd'hui, la part de plastique recyclé n'excède pas 6% dans les produits entrant sur le marché.

C'est pourquoi le grand défi de la transition plastique ne pourra pas se résoudre, comme le prétend le gouvernement dans la loi anti-gaspillage, à coup d'interdiction de pailles, bâtonnets en plastique ou autre gadget, qui ne représentent que la face émergée de l'iceberg : nous devons changer nos modes de production des matières plastiques afin de les rendre biodégradables et recyclables. Pour cela il est indispensable de favoriser les interactions entre industriels et scientifiques pour faire émerger des solutions innovantes, rendre le prix du plastique recyclé plus compétitif afin de lancer une véritable filière « plastique d'avenir » en France et en Europe.

Parallèlement, continuer à détecter et quantifier les polluants plastiques dans les mers est fondamental pour orienter les investissements et il faut continuer à soutenir les projets scientifiques utilisant des technologies innovantes tels que le projet *Deep Blue*, mené au sein du bassin Mer Bretagne-Atlantique, qui a permis de développer une nouvelle source laser capable de détecter aussi bien des micro- et nano-plastiques que des bactéries, des hydrocarbures ou d'autres polluants dans les océans via une technologie photonique.

Il convient toutefois de garder à l'esprit que la part la plus importante des déchets en France provient du secteur de la construction (69%), contre 21% pour le reste des activités économiques (dont 35% pour l'industrie, 29% pour le secteur tertiaire, 31% pour les activités de traitement des déchets, d'assainissement et de dépollution, 1,8% pour l'agriculture et la pêche et 2,14% pour la production d'énergie) les ménages ne rejetant que 11% de l'ensemble des déchets.

Les bienfaits de la REP (Responsabilité élargie du Producteur) dans le traitement des déchets des activités. Hors BTP, la France fait partie des pays européens produisant le moins de déchets d'activités économiques par habitant (1,5t de déchets par habitant en 2016, contre 2,2t pour l'Allemagne, 2,1t pour le Royaume-Uni et 3,3t pour la Belgique). Les déchets des activités économiques représentent 21% de l'ensemble des déchets français. Malgré leur augmentation régulière (60Mt en 2006 et 70Mt en 2016), 93% de ces déchets sont traités efficacement (59% sont recyclés, 16% valorisés et 17% envoyés en centre de tri ou déchèterie). Ces bons résultats ont été possibles grâce à la mise en place de la REP « responsabilité élargie du producteur » qui, depuis 1975 fait peser sur le producteur, l'importateur et le distributeur d'un produit, le coût et la contribution à l'élimination des déchets qui en découlent. La REP peut être assurée par les metteurs sur le marché de manière individuelle ou collective, lorsque qu'ils décident de la transférer à un organisme collectif (éco-organisme) en y adhérant et en versant une éco-contribution lui permettant de prendre en charge la collecte et le traitement de leurs déchets. Le montant de l'éco-contribution varie en fonction du coût du traitement, et peut être modulé en fonction des efforts que fait l'entreprise pour réduire ses déchets via un bonus/malus. Grâce à sa vingtaine de filières REP (emballages, piles et accumulateurs, médicaments, meubles etc.) la France est l'un des leaders mondiaux de ce secteur. Par exemple, la filière papier dont l'éco-organisme est Citeo, recycle 70% des emballages et 57% des papiers et son taux d'incorporation moyen de papier et carton recyclé (66%), est bien supérieur à la moyenne européenne (52%). En 2018, 7,8 millions de tonnes de déchets ont été recyclés grâce aux filières REP et 1,3 milliard d'euros ont été perçus par les éco-organismes pour gérer les déchets, dont 768 millions ont été reversés aux collectivités. Nous devons continuer à laisser les filières s'organiser en autonomie, tout en incitant les industriels à utiliser des matériaux recyclés dans la fabrication des produits et les consommateurs à acheter des matériaux recyclés, y compris dans la commande publique. Cependant l'État doit aussi exercer un contrôle sur les éco-organismes, notamment pour vérifier que les objectifs qui leur ont été attribués ont été atteints et que les coûts pratiqués correspondent à la réalité du marché. Il conviendrait

également de changer le paradigme des éco-organismes en transformant leur obligation de moyens en obligation de résultats.

Le cas des déchets du BTP. Le secteur du BTP produit 69% de l'ensemble des déchets en France dont 19% pour le bâtiment et 81% pour les travaux publics, soit près de deux fois plus que dans les autres pays européens. Si près de la totalité des déchets inertes (représentant 97% des déchets du BTP) sont valorisés (61% sont réutilisés sur un autre chantier ou des carrières et 21% recyclés) les déchets non inertes (produisant des réactions chimiques) ne peuvent pas être réutilisés sur un autre chantier. Seulement 1% de ces déchets sont valorisés énergétiquement et leur taux de recyclage dépend fortement de leur nature : ainsi si 81% de métaux le sont, 92% des matériaux isolants ne le sont pas et sont déposés en déchetterie. Pour améliorer la valorisation des déchets du BTP il convient donc de raisonner par type de déchets en améliorant la collecte de petites quantités sur les chantiers, en augmentant les points de collecte et en interdisant le mélange des déchets. Notamment la valorisation des déchets en plastique du bâtiment est un enjeu considérable ainsi que les déchets dangereux dont il faut améliorer le tri et la collecte, en poursuivant la mutualisation des actions pour optimiser les coûts et en identifiant davantage les substances dangereuses qui pourraient contaminer les déchets recyclables. Pour pallier ces difficultés, la loi économie circulaire a prévu l'instauration de filières de responsabilité élargie du producteur (REP) pour le secteur du bâtiment en 2022.

LA RÉDUCTION ET LE TRAITEMENT DES DÉCHETS SONT DES LEVIERS DE CROISSANCE DES ENTREPRISES

L'industrie, via les démarches d'économie circulaire et l'écoconception, joue un rôle plus qu'essentiel dans la réduction des déchets. Outre les attentes des consommateurs sur les qualités environnementales des produits, la modulation de l'éco-participation dans le cadre de la REP est un outil efficace, pour inciter les entreprises à réduire les déchets à la source. Par exemple, alors qu'une bouteille d'eau pesait en moyenne 45,5g en 1994, son poids moyen n'est que de 28,05g aujourd'hui. Sur la même période les canettes en acier sont passées de 30,5g à 23,08g. En 2019, Coca-Cola a allégé les bouchons de ses bouteilles en plastique,

les réduisant de 2,74g à 1,97g, économisant ainsi 145 tonnes de plastique vierge. Le groupe Bel a également diminué l'utilisation de carton avec 2 000 tonnes en moins entre 2007 et 2015.

Il faut reconnaître les efforts d'écoconception de l'industrie, qui a intégré dans ses cahiers des charges la recyclabilité des emballages. Ainsi, Nestlé a annoncé 1,8 milliard d'euros d'investissement dans le recyclage chimique et mécanique pour obtenir du plastique certifié contact alimentaire. Il faut accompagner ces efforts des industriels avec la fixation de normes claires, cohérentes et stables. De même, la lutte contre l'obsolescence doit être maniée avec prudence de façon à ne pas prolonger la durée de vie de certains produits très consommateurs d'eau ou d'énergie, qu'il serait préférable de remplacer par des produits plus performants.

La transformation des déchets en matière première est un enjeu géostratégique à l'égard de la souveraineté économique de la France. La croissance mondiale se traduira par une explosion des besoins de matières premières. Ces matériaux critiques (terres rares, etc.) sont essentiels à la fabrication des produits de haute technologie, tels que batteries, voitures électriques, panneaux photovoltaïques, téléphones et ordinateurs portables... et sont produits à 97% par la Chine. À défaut de pouvoir rouvrir des mines sur le territoire français, la récupération des matériaux critiques contenus dans les produits déjà fabriqués est une nécessité absolue : notre indépendance industrielle dépendra des matières premières stratégiques que nous parviendrons à sécuriser. La transformation des déchets en matières premières est donc au cœur des défis géopolitiques et commerciaux majeurs pour la France et l'Europe : les déchets pourraient devenir ce qu'étaient les mines d'autrefois. Pourtant, moins de 1% des terres rares sont aujourd'hui recyclées en France et les déchets technologiques s'accumulent. La filière d'extraction chimique est aujourd'hui limitée à quelques PME qui récupèrent indium, chrome, zinc, nickel ou autres métaux rares grâce aux cartes électroniques, aux piles et batteries. Il est plus que nécessaire de soutenir les industriels et les PME s'investissant dans la filière d'extraction chimique et le recyclage de ces matériaux dont nous aurons absolument besoin dans quelques années. Les industries du déchet, au-delà de leur dynamisme et de leur participation à la croissance économique et à

l'emploi, permettront de réduire la vulnérabilité de la France quant à ses approvisionnements en matières premières stratégiques tout en réduisant le niveau d'intensité carbone des produits fabriqués.

L'alarmant déclin de la filière industrielle du papier en France.

Au 1^{er} janvier 2021, l'industrie papetière française compte 83 sites de fabrication et emploie 11000 personnes, en recul de 38% pour le nombre d'usines, de 16% pour le nombre de machines en activité et de 38% pour le nombre de salariés dans les dix dernières années. Cette crise est due notamment à la réduction des débouchés à cause de l'effondrement de la consommation de papier, conséquence de la numérisation de la société et du rejet de la publicité dans les boîtes aux lettres¹¹. La consommation du papier graphique diminue d'environ 5% par an depuis 2010 et de 10% par an depuis 2019. A titre d'exemple, la fermeture du site de la Chapelle-Darbley, papeterie presque centenaire, forte d'un savoir-faire important, pose, outre la question sociale, celle de la surabondance de la matière première (au moins 25% des déchets de la presse imprimée française étaient traités dans ce site) qui entraîne un effondrement des cours.

Les recycleries et ressourceries jouent un rôle essentiel dans la collecte et le recyclage.

La France est pionnière et leader dans de nombreux domaines de l'économie circulaire. Le réemploi et la réutilisation ont augmenté de 28% entre 2014 et 2017 (de 780 000 à 1 million de tonnes) grâce aux 6700 structures employant 34 000 équivalents temps plein dont 21 000 relèvent de l'économie sociale et solidaire. Ces structures, pour la plupart associatives, ont la mission de récupérer, réparer, valoriser des biens d'occasion ou des produits usagés (ayant le statut de déchets) en vue de la revente au grand public. Au-delà d'un objectif écologique évident, les recycleries ont également une portée sociale en permettant la création de nouveaux emplois, notamment pour les jeunes en réinsertion, et doivent être soutenues par les pouvoirs publics.

LA NÉCESSITÉ D'UNE VISION STRATÉGIQUE À LONG TERME

La nécessité de refonder la politique des déchets. Depuis des années on assiste à une augmentation exponentielle de la réglementation encadrant la production, le traitement et l'élimination des déchets (Convention de Bâle ; lois Grenelle I et II de 2009 et 2010 ; loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (2015) ; plan national de gestion des déchets (2019) ; feuille de route pour l'économie circulaire (2018) ; loi anti-gaspillage et économie circulaire (2020) ; projet de loi climat (2021), etc.) Le gouvernement s'empresse constamment, sous la contrainte de consultations citoyennes à tout va - qu'il a lui-même créées -, de rédiger une nouvelle loi ou un nouveau plan avant même de vérifier si les objectifs précédents ont été atteints et sans remise en question de leur méthode. L'empilement des réglementations, souvent contradictoires, la multiplication des interdictions au coup par coup, sans solutions alternatives, la fixation d'objectifs hors sol, ont des résultats discutables car ils pèsent sur une multitude d'acteurs de manière isolée, sans aucune réflexion globale. La complexité des processus et la multiplication des schémas rendent inefficace et inaudible l'action publique en matière d'environnement. Trop de schémas environnementaux existent : PRPGD, PCAET, SRADET, SNBC (etc.)¹² qui se superposent au détriment d'un système clair et transversal, applicable aussi bien aux collectivités qu'aux entreprises privées.

Par ailleurs l'organisation des politiques publiques environnementales est aujourd'hui morcelée en plusieurs entités dispersées, différents organismes de recherche et d'expertise (ADEME, OFB, ONEMA, Conservatoire du littoral, les six agences de l'eau, INERIS CEREMA, CNPF, IGN, VNF, ANDRA, ONF...), agissant en silo et sans coordination les unes avec les autres, au détriment d'une vision stratégique globale.

Une réforme des politiques environnementales (air, eau, déchets, biodiversité, etc.) est nécessaire afin d'aboutir à une stratégie nationale d'ensemble claire, unifiée et simplifiée applicable aussi bien aux collectivités qu'aux acteurs privés (avec les adaptations

¹¹ Rapport d'information déposé le 27 janvier 2021 par la mission d'information sur la filière du recyclage du papier – au nom de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale.

¹² Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), Plan climat-air-énergie territorial (PCAET), Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADET), Stratégie nationale bas carbone (SNBC)

nécessaires) et dont les grandes orientations seraient définies par l'État et déclinées localement par les collectivités. Les collectivités territoriales ont prouvé leur capacité d'adaptation et de réactivité face à l'urgence de la crise du Covid 19 et il est impératif de leur laisser davantage de manœuvre en matière d'environnement comme d'ailleurs en d'autres domaines (tels que la santé, l'éducation). Mais elles ont besoin d'un interlocuteur unique représentant l'État dans les régions, afin d'élaborer des contrats territoriaux unifiés, dans une approche intégrée et transversale sur tous les sujets environnementaux, en cohérence avec les choix de politique énergétique de l'État.

LA NÉCESSITÉ D'UNE FISCALITÉ JUSTE, EFFICACE ET TRANSPARENTE

Intégrer une composante incitative à la fiscalité des déchets. En France la fiscalité des déchets s'organise autour de trois dispositifs principaux : la composante déchets de la TGAP, qui a pour objectif de taxer les installations de stockage et d'incinération des déchets en fonction des quantités de déchets réceptionnées dans chaque installation et des performances environnementales de celles-ci ; la taxe et la redevance d'enlèvement des ordures ménagères collectées par les collectivités territoriales (la TEOM, assise sur la taxe foncière et collectée auprès des propriétaires, et la REOM, collectée auprès des industriels et commerces dont le financement est directement lié au service rendu par la municipalité); l'éco-participation payée par les professionnels aux éco-organismes au titre de la REP « responsabilité élargie du producteur ». Enfin il existe aussi la TGAP dite « extraction de minéraux » qui s'applique aux entreprises qui utilisent ou livrent sur le marché des matériaux d'extraction de toutes origines.

Il existe actuellement des différences considérables entre les États-membres de l'Union européenne en ce qui concerne la gestion des déchets. Notons que les six États-membres les plus performants, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche, la Suède et les Pays-Bas, (qui mettent en décharge moins de 5% de leurs déchets municipaux, contre 35% en France) ont tous mis en place des politiques de taxes ou d'interdiction de mise en décharge de certains déchets, mais également des politiques de tarification incitative soit nationalement (Autriche et Allemagne), soit régionalement (Pays-Bas, Danemark, Suède et Belgique). En dehors de l'UE, les exemples de la Suisse et de deux pays d'Asie, le Japon et la Corée du Sud, prouvent que les ménages qui sont soumis à la tarification incitative jettent en moyenne entre un quart et un tiers de déchets non triés de moins que ceux qui paient une tarification au forfait. En France en 2020, 200 collectivités proposent la tarification incitative pour un total de 6 millions d'habitants. A l'heure du bilan, elles constatent que la facture par habitant a été réduite d'environ 35% et le tonnage des ordures ménagères résiduelles de 40%.

L'expérience des États membres de l'Union européenne démontre que la mise en place des taxes sur l'élimination des déchets combinée avec des politiques de tarification incitative produit les meilleurs résultats en ce qui concerne la gestion des déchets.

Affecter la fiscalité environnementale au service rendu. Les expériences étrangères et les évaluations économiques montrent que l'impact global des taxes environnementales dépend étroitement de la manière dont leurs recettes sont utilisées. Schématiquement, quatre types d'utilisation des recettes peuvent être distinguées : réduire le déficit public afin de consolider le budget de l'État ; redistribuer les recettes aux entreprises ou ménages affectés par la taxe, notamment aux plus fragiles ou modestes ; réduire d'autres impôts, comme les taxes pesant sur le travail ou sur le capital afin de renforcer la compétitivité de l'économie; affecter les recettes à des dépenses de préservation et d'amélioration de l'environnement, ou favorisant l'innovation verte. En France l'ensemble de la fiscalité écologique représente environ 50 milliards d'euros dans le budget de l'État, c'est à dire plus que l'impôt sur les sociétés. Or, force est de constater, qu'elle est fragmentée, trop diverse, illisible et mal affectée. L'exemple frappant de la fracture entre le prélèvement fiscal environnemental et la perception qu'en a la population a été l'épisode des gilets jaunes. Il est nécessaire de refaire le lien entre les niveaux de prélèvements qui existent et leur affectation environnementale. Alors que jusqu'à maintenant on s'est servi de prélèvements écologiques pour d'autres affectations que l'environnement, il faut réconcilier les Français avec une fiscalité verte qui a du sens en fléchissant massivement la fiscalité environnementale sur les besoins d'investissement pour la protection de l'environnement et le soutien à l'innovation. Un exemple : aujourd'hui les déchets, via la TGAP rapportent 600 millions d'euros mais seulement 120 millions d'euros servent à financer le plan déchets via l'ADEME. Il faut que « l'eau paie l'eau », « les déchets paient les déchets » et « l'énergie paie l'énergie. »

NOS PROPOSITIONS

Agir à la fois pour réduire, recycler et valoriser les déchets

Photographie : © Alfonso Navarro / Unsplash



LE MEILLEUR DÉCHET EST CELUI QU'ON NE PRODUIT PAS

Mettre en place une TVA réduite sur les produits éco-conçus.

Allonger la durée de vie des produits, en excluant les produits émissifs, trop polluants ou trop consommateurs de ressources épuisables (comme l'eau). Certaines mesures fixées par la loi anti-gaspillage et économie circulaire du 10 février 2020 encouragent l'allongement de la durée de vie des produits sans distinction. Ces mesures incitent donc à l'utilisation prolongée de produits très consommateurs d'eau ou d'énergie alors qu'ils seraient remplaçables par d'autres produits plus performants.

Généraliser la mise en place d'une tarification incitative des déchets. Aujourd'hui seulement 6 millions de Français sont concernés et les chiffres sont éloquentes : 41% de réduction des ordures ménagères, 40% d'augmentation de la collecte des recyclables et 63 à 70% d'usagers concernés favorables¹³. Cependant, cette tarification incitative est compliquée et longue à mettre en œuvre (deux ans de préparation pour établir un fichier, installer des puces sur les bacs, moderniser les camions etc.) : les collectivités seront donc accompagnées par le fonds déchets de l'Ademe que nous augmenterons.

¹³ La tarification incitative du service public des déchets. Collectivités : un outil économique pour la prévention des déchets et pour l'optimisation du service – Ademe 2018



AMÉLIORER LE TRI DES DÉCHETS

Mettre en place une consigne claire « Même couleur, même poubelle » en apposant sur chaque produit vendu sur le marché un code de couleur qui correspond à la couleur du bac où il doit être jeté et en harmonisant les couleurs des bacs sur tout le territoire. Enseigner à l'école ces règles de tri simplifiées par le dispositif "même couleur, même poubelle".

Encourager les collectivités qui installent des composteurs partagés dans des points de collecte urbains et dans l'habitat collectif, dans le cadre de la mise en place de leur plan biodéchets. En parallèle, lancer un plan de communication pour informer les habitants et les inciter à composter leurs biodéchets. Chaque année près de 8 millions de tonnes de biodéchets sont jetés alors qu'ils pourraient être valorisés, mais seulement 12% des Français ont accès à un composteur partagé. La loi de transition énergétique pour la croissance verte (2015) oblige les collectivités à créer un plan de traitement des biodéchets d'ici 2025. Nous proposons que le fonds déchets de l'Ademe puisse être mobilisé pour les aider dans cette démarche vertueuse qui permettra également de réduire les coûts grâce à la mutualisation. En effet, le coût de traitement de ces matières organiques est bien moindre (50€) par rapport à celui des ordures ménagères (entre 187€ et 346€/tonne).

Installer massivement des cendriers collecteurs pour recycler les mégots dans les rues et notamment à l'extérieur des bâtiments (bureaux, bâtiments publics, etc.). Chaque seconde, dans le monde, 137 000 mégots de cigarettes sont jetés par terre ou dans les poubelles et 2/3 des mégots finissent dans la nature, sur les trottoirs ou dans les égouts. En jetant le mégot de cigarette dans une poubelle classique, il finit sa course dans un incinérateur et pollue l'air. Or il existe des entreprises qui collectent les mégots auprès des entreprises ou des collectivités, les décontaminent et les transforment en mobilier urbain ou en routes. La société MéGo par exemple, est une entreprise française proposant un service de tri et de recyclage des filtres usagés de cigarettes.

Soutenir les ressourceries et les recycleries en fixant un objectif de développement d'équipements de proximité : 1 équipement obligatoire pour 25 000 habitants. Actuellement, le territoire français dispose de 150 ressourceries, 260 Emmaüs, un peu plus de 300 recycleries et 50 structures «Envie», soit 1 structure pour plus de 85 000 habitants. Pour atteindre cet objectif, il serait nécessaire de développer 2 000 lieux supplémentaires. Ces associations, qui jouent un rôle essentiel dans la réduction et la prévention des déchets, doivent être soutenues : grâce à des incitations fiscales, des subventions publiques, des aides à la réinsertion des jeunes, ou le prêt de locaux et l'accompagnement des projets par les collectivités notamment au démarrage.

Étendre le principe REP (Responsabilité Élargie du Producteur) aux secteurs non couverts : quelques biens pourtant largement utilisés et éligibles au réemploi ne sont pas couverts par une REP : par exemple les bibelots, les vélos, ou la vaisselle.

FAIRE DE LA LUTTE CONTRE LES PLASTIQUES DANS LES MERS UNE PRIORITÉ

Créer un fonds de transition plastique pour arriver à 100% de plastique recyclable ou réutilisable en 2025 et favoriser l'émergence d'une véritable filière « plastique d'avenir ». Il faut aider les fabricants d'emballage et metteurs sur le marché à faire évoluer leurs lignes et favoriser l'émergence d'une véritable filière « plastique d'avenir » en France et en Europe. Pour cela, il faut soutenir les interactions entre industriels et scientifiques et les solutions innovantes pour remplacer les plastiques non recyclables et non toxiques afin d'arriver à 100% de plastiques recyclés ou réutilisés d'ici 2025 (contre 26% aujourd'hui). Nous proposons de financer cette mesure grâce à une partie des crédits du PIA4 (7,5 milliards d'euros en tout) consacrés au financement d'innovation et de technologies d'avenir.

Soutenir des projets de recherche avec des technologies innovantes pour déterminer l'origine et le comportement des polluants plastiques des mers le plus précisément possible afin d'orienter efficacement l'action et l'investissement des pouvoirs publics.

Réduire la TVA sur les produits fabriqués à base de plastique recyclé afin de le rendre plus compétitif et réduire la TVA sur les produits intégrant plus de 50% de matériaux recyclés dans leur composition, sur la revente ou l'achat de produits recyclés et intégrer l'obligation d'utiliser un minimum de matériaux recyclés dans la commande publique. Aujourd'hui les produits plastiques mis sur le marché ne comportent que 6% de plastique recyclé car celui-ci est plus cher que la matière plastique vierge, produite en majorité dans des pays à bas coût de production à proximité des lieux d'extraction des hydrocarbures et à des conditions avantageuses car leur prix sont annexés sur ceux du pétrole et du gaz, durablement bas.

TRANSFORMER LES DÉCHETS EN MATIÈRE PREMIÈRE

Fixer l'objectif de 80% de valorisation des déchets en 2025 (et 100% en 2050). Aujourd'hui 72% des déchets sont valorisés (66% sont recyclés ou réemployés et 6% sont valorisés énergétiquement), mais 28% sont encore simplement éliminés. Nous proposons de fixer un objectif de 80% de valorisation en 2025 pour atteindre 100% en 2050. Pour cela, outre des mesures visant à améliorer nos méthodes de tri, collecte et recyclage, nous devons mettre en place une véritable filière de valorisation industrielle.

Créer une filière de séparation et d'extraction des métaux critiques indispensables aux technologies numériques et aux énergies renouvelables pour réduire notre dépendance de l'étranger.

Pour cela, l'État doit impérativement soutenir les investissements en R&D en matière de séparation et d'extraction des métaux rares en réorientant les recettes de la fiscalité des déchets vers les investissements nécessaires. Plus de 100 millions d'euros ces dernières années ont été investis par l'État pour soutenir le développement de certaines PME françaises innovantes dans la valorisation des métaux critiques (Terra Nova Développement, Morphosis, Valorema, Bigarren Bizi). Le Comité pour les métaux stratégiques (Comes) chiffre les perspectives de chiffre d'affaires de ces installations françaises à plus de 200 millions d'euros. Selon le Comes, concrètement, pour une tonne de cartes électroniques achetée à un prix moyen entre 1000 et 4500€/t, certains métaux et polymères peuvent être revendus jusqu'à 12000€. Cette filière sera financée par le biais du segment 4 des PIA4 « accompagner les entreprises innovantes à chaque étape de leur développement » (1,9 milliard d'euros en tout).

En parallèle, nous devons développer deux autres filières stratégiques :

Développer la filière de combustibles solides de récupération (CSR) qui peuvent remplacer des combustibles fossiles. Les CSR sont des combustibles solides préparés à partir de déchets non dangereux et utilisés pour la valorisation énergétique dans des usines d'incinération. Afin de réduire le stockage de déchets et de produire de nouvelles énergies, le développement des capacités de préparation et de valorisation de CSR est une nécessité. La création de chaufferie et d'unités de préparation de CSR permettrait de gérer 2 millions de tonnes de CSR d'ici à 2025. Cette filière sera également financée par le biais du segment 4 des PIA4 « accompagner les entreprises innovantes à chaque étape de leur développement » (1,9 milliard d'euros au total).

Investir dans la filière de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Ces investissements seront réalisés grâce aux crédits du plan de relance consacrés à l'incorporation (140 millions d'euros au total).

REFORMER LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Décentraliser à l'échelle des grands bassins de vie une agence nationale unique chargée d'élaborer la politique environnementale en association avec les acteurs locaux (publics/privés) qui mettront en œuvre de façon collaborative les actions sur le terrain dans le cadre d'un schéma territorial unique et transversal. Cette agence constituera l'interlocuteur unique des acteurs locaux pour toutes les démarches relatives à la politique territoriale sur l'air, l'eau et les déchets, à travers la mise en place d'un schéma unifié clair, certifiable et simplifié, applicable aussi bien aux collectivités qu'aux entreprises (après adaptation) et qui remplacerait les nombreux schémas territoriaux (PRPGD, PCAET, SRADDET, etc.¹⁴). Cette grande agence nationale française sera le résultat du regroupement des nombreuses agences et organismes d'expertises actuels, **ayant pour mission de donner les grandes orientations nationales décidées par l'État et votées par le Parlement tous les cinq ans.**

METTRE EN PLACE UNE FISCALITÉ ENVIRONNEMENTALE CLAIRE, JUSTE ET TRANSPARENTE

Affecter la fiscalité environnementale au service environnemental rendu selon le principe l'air paie l'air, l'eau paie l'eau et les déchets paient les déchets. Les recettes de ces différentes taxes doivent être directement liées aux dépenses pour financer les actions pour lutter contre la pollution de l'air, de l'eau et des déchets.

Le cas échéant, compenser toute hausse ciblée de la fiscalité environnementale par la baisse d'un autre impôt. Il s'agit de repenser de façon globale la fiscalité des entreprises et des ménages en substituant des taxes environnementales à des taxes traditionnelles (sur le travail notamment), dans le double objectif de réaliser à la fois un gain écologique et un gain de compétitivité.

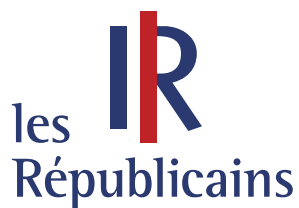
Instaurer durablement en France le principe d'un bénéfice fiscal en échange d'un service rendu à l'environnement afin d'inciter les entreprises à l'écoconception et favoriser l'économie circulaire.

¹⁴ Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), Plan climat-air-énergie territorial (PCAET), Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Contacts :

Presse : servicedepresse@republicains.fr – 01.40.76.60.44

Etudes : forums@republicains.fr – 01.40.76.62.75



Retrouvez toute notre actualité sur
www.republicains.fr